

CORPORATION DATACOM WIRELESS

RAPPORT TRIMESTRIEL

Trois mois terminés le 30 juin 2007



RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport est une revue des résultats financiers et la de situation financière de Corporation Datacom Wireless pour la période de trois mois terminé le 30 juin 2007. Ces commentaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers non vérifiés de Corporation Datacom Wireless (la « Société ») et leurs notes afférentes pour la période correspondante. Pour obtenir plus de renseignements sur Corporation Datacom Wireless, visitez le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou le site Internet de la Société à www.datacom.com.

Les états financiers intérimaires et le rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification de la Société et approuvés par son Conseil d'administration. Les vérificateurs externes n'ont pas révisé les états financiers intérimaires ni le rapport de gestion.

Dans le présent rapport, les termes « nous », « notre », « nos », « Datacom », « entreprise » et « Société » renvoient à Corporation Datacom Wireless. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La Société présente ses résultats en dollars canadiens. Ainsi, tous les montants indiqués dans ce rapport sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport se fonde sur l'information dont disposait la direction le 24 août 2007.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient certaines déclarations qui peuvent être réputées des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs se caractérisent fréquemment par l'utilisation d'expressions telles que « planifier », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « croire », « anticiper », « estimer » et d'autres expressions semblables ou des déclarations suggérant que des événements ou des conditions « peuvent » se produire ou « se produiront ». Toutes les déclarations figurant dans le présent rapport, à l'exception des déclarations de faits historiques, et qui font état d'événements ou de faits nouveaux futurs qu'anticipe la Société ou qu'elle s'attend à voir réaliser, constituent des énoncés prospectifs. Même si la Société croit que les attentes exprimées dans de tels énoncés prospectifs sont fondées sur des hypothèses raisonnables, ces énoncés ne constituent nullement des garanties du rendement futur et les résultats ou les faits réels peuvent être considérablement différents de ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Au nombre des facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs, il y a les cours du marché et la conjoncture économique générale, les conditions boursières ou commerciales. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se révèlent exacts, étant donné que les résultats et les événements futurs pourraient diverger considérablement de ces énoncés anticipés. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour les énoncés prospectifs en cas d'évolution des circonstances ou de modification des estimations ou des avis de la direction. Le lecteur est mis en garde de ne pas accorder une foi excessive aux énoncés prospectifs.

I. SOMMAIRE

Fondée en 1999, la Société est classée parmi les chefs de file canadiens dans la conception, le développement et la commercialisation de solutions essentielles de gestion de flottes de véhicules, de systèmes de protection, de détection et de repérage de véhicules volés. Ses produits et ses services utilisent des technologies de communications sans fil, de positionnement par satellites (GPS) et un portail informatique en mode ASP d'avant-garde.

II. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Bénéfices avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») est une mesure utilisée afin de comparer les résultats d'exploitation d'une période à une autre. BAIIA n'est pas une mesure de performance définie par les PCGR et n'a pas une définition standard reconnue par les PCGR. Notre façon de calculer le BAIIA peut être différente des méthodes utilisées par d'autres émetteurs.

Le lecteur est prévenu que le BAIIA ne peut être perçu comme une alternative au bénéfice net ou perte nette déterminé conformément aux PCGR comme étant indicatif de notre performance ou au flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation et d'investissements en tant que mesure de liquidité et flux de trésorerie. L'indicateur financier conforme au PCGR et se rapprochant le plus du BAIIA est le bénéfice net.

III. FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

- Le 6 juin 2007, la Société a clôturé un premier appel public à l'épargne ("PAPE") de 10 \$ millions avec le preneur ferme Raymond James Itée.
- Le 27 juillet 2007, la Société a annoncé sa première acquisition stratégique, conditionnelle aux termes de clôture incluant l'approbation des actionnaires de Vigil GPS et des autorités réglementaires. Cette transaction augmentera immédiatement de 75 000 \$ les revenus récurrents mensuels de la Société, soit une hausse de 29 % par rapport aux revenus récurrents actuels.
- Les révisions des forfaits mensuels depuis le 1 avril 2007 des produits Mobicom et Mobilus ont contribué positivement à la croissance des revenus récurrents dans une proportion d'environ 3 %.
- À la fin du deuxième trimestre de 2007, la Société a conclu une entente avec le fournisseur de sa plateforme Mobilus. Cette nouvelle entente permettra de réaliser des économies de l'ordre de 21 % à compter du troisième trimestre.
- Durant le deuxième trimestre de 2007, un total de 335 unités Mobicom a été vendu.
- Durant le deuxième trimestre de 2007, l'addition de nouveaux clients se résume comme suit :
 - 38 nouveaux clients Mobicom (marché commercial);
 - 756 nouveaux clients Mobilus (marché consommateur);
 - 2 910 nouveaux clients Mobiguard (marché consommateur).
- Au cours du deuxième trimestre de 2007, la Société a dépassé le cap de 10 000 unités installées du produit Mobiguard, un an à peine après son lancement, ce qui dépasse largement les attentes initiales de vente de ce produit.
- Seulement en juin 2007, un total de 325 unités Mobilus a été vendu et installé, ce qui représente le nombre le plus important d'unités en un seul mois.

- Le cap de 1 000 unités du système de gestion sans fils basé sur l'internet (753R munies de Itrax) a été franchi. Ceci excède largement les anticipations et contribuera favorablement à la croissance des revenus récurrents. La Société a participé au développement de ce produit en collaboration avec une filiale d'Emerson Electric Co.
- Depuis le deuxième trimestre de 2007, la Société compte sur la contribution de messieurs Claude Chagnon et Greg Rokos à son conseil d'administration, hommes d'affaires chevronnés et possédant des compétences éprouvées en finances, en planification stratégique et en fusion et acquisition, ce qui représente des éléments clés dans la stratégie de croissance de la Société. Vous pouvez vérifier le communiqué de presse de la Société daté du 5 juillet 2007 sur www.sedar.com pour de plus amples détails.

IV. ACQUISITIONS

Le 27 juillet 2007, la Société a conclu une entente en vue de l'acquisition de la quasi-totalité des éléments d'actif et des activités commerciales de Corporation Systèmes de Repérage Vigil "Vigil GPS" (TSX CROISSANCE: VIG) moyennant une considération totale d'un million de dollars canadiens (1 000 000 \$ CA), dont deux cent soixante quinze mille dollars (275 000 \$) payable en espèces et environ sept cent vingt cinq mille dollars (725 000 \$) par la prise en charge d'éléments de passif.

Cette acquisition est stratégique pour la Société puisque Vigil exerce des activités, en tout point, compatibles aux siennes. La Société prévoit que cette acquisition contribuera en une augmentation immédiate de 75 000 \$ en revenus récurrents mensuels, soit une hausse de 29 % par rapport à ses revenus récurrents actuels.

La réalisation de cette acquisition est assujettie au respect de l'ensemble des conditions de clôture, y compris l'obtention de l'approbation de la part des actionnaires de Vigil GPS et des autorités de réglementation. La clôture de la transaction devrait avoir lieu au plus tard le 31 août 2007.

V. RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées et sont tirés des états financiers non vérifiés de la Société.

Tableau 1 : Principales informations financières

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois terminés le 30 juin		Six mois terminés le 30 juin	
	2007	2006	2007	2006
Ventes	2 052 \$	1 778 \$	3 715	3 284 \$
Marge bénéficiaire brute	768	751	1 459	1 394
Frais généraux et administratifs	529	468	1 022	961
Ventes et marketing	428	307	746	642
Recherche et développement	289	214	545	422
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	(75)	(60)	(172)	(120)
Exploitations	177	130	333	255
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	258	375	738	750
Intérêts sur billets à ordre	40	19	100	19
Autres frais (revenus) financiers	34	(26)	56	(45)
Amortissement des frais de financement reportés	190	21	190	59
Rémunération à base d'action	114	-	114	-
Dépréciation et amortissement	29	33	57	71
Perte nette	(1 245) \$	(730) \$	(2 270)	(1 620) \$
Perte nette par action :				
De base et diluée	(0,15) \$ ⁽¹⁾	(0,81) \$	(0,50)	(1,80) \$ ⁽¹⁾
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	8 108 105	900 000	4 523 965	900 000

⁽¹⁾ Selon le nombre d'actions en circulation au 30 juin 2007, les pertes de base et diluée par action seraient respectivement de 0,04 \$ pour le trimestre et 0,08 \$ pour le semestre.

Le tableau 2 ci-dessous représente une mesure non-conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats financiers avec une autre compagnie dans son secteur.

Tableau 2: Réconciliation de la perte nette au BAIIA

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois terminés le 30 juin		Six mois terminés le 30 juin	
	2007	2006	2007	2006
Perte nette	(1 245) \$	(730) \$	(2 270)	(1 620) \$
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	258	375	738	750
Intérêts sur billets à ordre	40	19	100	19
Autres frais (revenus) financiers	34	(26)	56	(45)
Amortissement des frais de financement reportés	190	21	190	59
Dépréciation et amortissement	29	33	57	71
BAIIA	(694) \$	(308) \$	(1 129)	(766) \$
BAIIA par action :				
De base et dilué	(0,09) \$ ⁽¹⁾	(0,34) \$	(0,25) ⁽¹⁾	(0,85) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	8 108 105	900 000	4 523 965	900 000

⁽¹⁾ Selon le nombre d'actions en circulation au 30 juin 2007, les pertes de base et diluée par action seraient respectivement de 0,02 \$ pour le trimestre et 0,04 \$ pour le semestre.

Revenus

Les revenus générés par la Société proviennent principalement d'une croissance interne, à partir de la vente d'unités de télématique et des frais de service récurrents mensuels associés à ces unités. Un faible pourcentage des revenus est généré à partir d'activités de services professionnels, d'installation, de réparation et de vente de plans de garantie prolongée.

Le revenu du deuxième trimestre de 2007 a totalisé 2,05 \$ millions, en hausse de 15,4 % par rapport au revenu du deuxième trimestre de 2006 de 1,78 \$ millions. Pour les six premiers mois de 2007, les revenus ont atteint 3,71 \$ millions, représentant une croissance de 13,1% sur les 3,28 \$ millions de la même période de 2006. Ces augmentations de revenu sont principalement dues à l'augmentation de la clientèle.

Le revenu récurrent a augmenté de 18,3 % d'une année sur l'autre, passant de 0,67 \$ million pour le deuxième trimestre de 2006 à 0,79 \$ million pour la même période de 2007. En proportion, le revenu récurrent par rapport au revenu total à ce jour en 2007 est de 38,7 %. Cette mesure se compare favorablement au résultat du deuxième trimestre de 2006 pour lequel la proportion du revenu récurrent par rapport au revenu total représentait 37,8 %.

Nos revenus proviennent presque exclusivement du Canada via notre force de vente directe du Québec et de l'Ontario.

Marge bénéficiaire brute

Le pourcentage de marge bénéficiaire brute se situe à 37,4 % du revenu pour le deuxième trimestre de 2007 et à 39,3 % pour le premier semestre de 2007, en baisse de 4,8% et de 3,2% respectivement, comparativement aux mêmes périodes de 2006.

Cette fluctuation à la baisse a été occasionnée par une augmentation de coûts d'approvisionnement temporaires associés à la migration de la plateforme analogique à numérique, et par l'augmentation temporaire des coûts de main-d'œuvre d'installation dans l'unique but de réduire de façon substantielle le temps d'attente de notre clientèle pour l'installation de leur produit Mobilus. Nous prévoyons que cette diminution temporaire, causée par les frais de main-d'œuvre sur la marge bénéficiaire brute, sera résorbée au cours des prochains trimestres.

Cependant, en dollars, la marge bénéficiaire brute a augmenté pour le deuxième trimestre, d'une année sur l'autre, de 0,02 \$ million passant de 0,75 \$ million en 2006 à 0,77 \$ million en 2007. Pour le semestre, la marge brute réalisée de 1,46 \$ millions représente une augmentation de 0,07 \$ million lorsque comparée à 1,39 \$ millions en 2006.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se rapportent principalement aux coûts liés au personnel administratif, aux honoraires professionnels et légaux, aux loyers, aux assurances et aux autres frais généraux et coûts indirects. Des créances douteuses liées aux comptes-clients sont enregistrées dans les frais généraux. Les frais généraux et administratifs sont généralement fixes et ne varient pas proportionnellement aux revenus à l'exception des dépenses associées aux créances douteuses.

Au deuxième trimestre, les dépenses liées aux frais généraux et administratifs ont augmenté de 13,0 %, année sur année, passant de 0,468 \$ million en 2006 à 0,529 \$ million en 2007. Cette augmentation s'explique par l'augmentation du volume d'affaires et l'augmentation des frais liés à un ajout de personnel et l'exploitation d'une société publique.

Pour le semestre, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,06 \$ million, soit une hausse de 6,3 % par rapport à la même période de 2006.

Ventes et marketing

Les dépenses de ventes et de marketing se composent principalement des salaires du personnel de ventes, des frais de déplacements et de représentation et des commissions sur la vente indirecte de produits. D'autres composantes significatives incluent des coûts de publicité et d'expositions commerciales.

Les dépenses liées aux ventes et au marketing ont augmenté de 39,5 % passant de 0,31 \$ million dans le deuxième trimestre de 2006 à 0,43 \$ million dans le deuxième trimestre de 2007. Ces dépenses ont connus une hausse en raison de l'augmentation des coûts de commercialisation encourus dans le but de desservir un territoire élargi et des commissions versées pour la commercialisation directe et indirecte de produits. Quant au premier semestre, ces dépenses se sont élevées à 0,75 \$ million en 2007 comparativement à 0,64 \$ million en 2006, représentant une augmentation de 0,10 \$ million, ou 16,3 %.

Recherche et développement

La Société investit dans la recherche et le développement afin de conserver sa position de leadership sur les marchés qu'elle dessert et afin d'ajouter de nouvelles fonctionnalités ou d'introduire de nouveaux produits. Les dépenses en recherche et en développement ne fluctuent pas avec les revenus, mais sont périodiquement évaluées par rapport aux revenus et ajustées si nécessaire. Les dépenses en recherche et en développement consistent principalement en des coûts de personnel et de matériel. Ces dépenses sont présentées avant de déduire les crédits d'impôt sur la recherche et le développement. Les crédits d'impôt sur la recherche et le développement sont présentés distinctement.

Les dépenses reliées à la recherche et au développement ont augmenté de 35,2 % passant de 0,21 \$ million dans le deuxième trimestre de 2006 à 0,29 \$ million dans le deuxième trimestre de 2007. L'augmentation est principalement attribuée aux efforts additionnels associés à l'introduction de nouveaux produits. Durant les six premiers mois de l'exercice, les dépenses de recherche et développement ont été de 0,54 \$ million, en hausse de 0,12 million \$ ou 29,1 % par rapport à la même période en 2006.

Exploitation

Les dépenses d'exploitation sont principalement reliées au personnel impliqué au service à la clientèle et à la centrale d'alarme. Pour la plupart, les dépenses d'exploitation sont fixes et ne fluctuent pas proportionnellement avec les revenus. Toutefois, une croissance importante des activités aura une inévitablement un impact à la hausse sur ces dépenses.

Les dépenses reliées à l'exploitation ont augmenté de 36,4 % passant de 0,13 \$ million dans le deuxième trimestre de 2006 à 0,18 \$ million dans le deuxième trimestre de 2007. Cette hausse est directement reliée à l'accroissement du volume d'affaires de la Société. Au cours du premier semestre de 2007, ces dépenses se sont élevées à 0,33 \$ million comparativement à 0,25 \$ million pour le premier semestre de 2006, représentant une hausse de 0,08 \$ million, soit de 30,9%.

Dépréciation et amortissement

La dépréciation et l'amortissement proviennent des immobilisations. Pour plus de détails, veuillez vous référer à la note 1 des états financiers vérifiés pour les méthodes d'amortissement utilisées.

Frais financiers

Les frais financiers sont principalement composés de ce qui suit (i) intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables, (ii) intérêts sur billets à ordre et (iii) amortissement des frais de financement reportés/charges de désactualisation.

Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et Intérêts sur billets à ordre

Les intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables et sur les billets à ordre (tels que spécifiés dans le tableau 1) sont reliés aux actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005 et sur les billets à ordre émis en 2006 et 2007. Immédiatement avant la clôture du PAPE, toutes les actions privilégiées rachetables ainsi que les billets à ordre, leurs intérêts implicites cumulés et leurs dividendes ont été, dans le contexte de notre restructuration du capital, automatiquement convertis en actions ordinaires.

La diminution de la dépense d'intérêts implicite sur les actions privilégiées de 375,000 \$ au deuxième trimestre 2006 par rapport à 0,26 \$ million au même trimestre de 2007 est directement reliée à la conversion automatique des actions privilégiées rachetables en actions ordinaires survenue immédiatement avant la clôture du PAPE, ce qui a créé un impact favorable sur l'état des résultats de la Société par l'élimination de cette charge en juin 2007. L'élimination de cette charge explique également la diminution de la dépense d'intérêts implicite sur les actions privilégiées survenu lors du premier semestre.

L'augmentation sur intérêts sur les billets à ordre s'explique par le fait que ces derniers ont été émis progressivement, à différentes dates, depuis le deuxième trimestre de 2006. La conversion automatique de ces billets en juin 2007 a entraîné une élimination de cette charge, ce qui a créé également un impact favorable sur l'état des résultats des présents trimestre et semestre. Cet impact favorable sera aussi présent au cours des prochains trimestres.

Amortissement des frais de financement reporté/charges de désactualisations

L'amortissement des frais financiers reportés se reporte aux actions privilégiées rachetables et aux bons de souscription. Au moment de la conversion automatique des actions privilégiées rachetables et des billets à ordre, les frais de financement ont été radiés et enregistrés à l'état des résultats à même l'amortissement des frais de financement reportés. La radiation de ces frais de financement reporté aura un effet positif sur l'état des résultats de la Société des présents trimestre et semestre. Cet impact favorable sera aussi présent au cours des prochains trimestres.

Autres frais (revenus) financiers

Les autres frais (revenus) financiers sont composés du montant net des charges bancaires, des frais de prélèvement par carte de crédit, des frais bancaires, des gains ou pertes reliés aux écarts de change et des revenus d'intérêt générés sur le solde en banque.

Les frais bancaires étant relativement stables, l'écart des autres frais (revenus) financiers est principalement attribuable aux variations dans le solde en banque ainsi que les variations de taux de change.

Au cours du deuxième trimestre de 2007, la variation de revenus d'intérêts est négligeable alors que la Société a réalisé une diminution de ses revenus d'intérêts de l'ordre de 0,03 \$ million au cours du premier semestre.

La Société a enregistré des pertes reliées au taux de change de 0,02 million \$ au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2007, comparativement à un gain de 0,2 million \$ pour les mêmes périodes en 2006. Bien que la presque totalité des opérations sont transigées en

devise canadienne, la perte de 2007 est principalement attribuable à la forte diminution de la devise américaine au cours du premier semestre de 2007.

Rémunération à base d'actions

Les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada exigent des sociétés qu'elles comptabilisent une charge de rémunération pour les options octroyées aux employés et administrateurs. La juste valeur est estimée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes et la charge de rémunération attribuable aux options est passée en dépenses sur la période d'acquisition.

Au deuxième trimestre de 2007, la Société a enregistré pour la première fois une charge de rémunération pour options de 0,113 \$ million. Cette charge est également reflétée durant le présent semestre. Elle était enregistrée à 0 \$ en 2006.

VI. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers intérimaires non vérifiés de la Société sont préparés selon les normes PCGR canadiennes utilisant les mêmes conventions comptables énumérées dans ses états financiers annuels vérifiés pour l'année financière terminée le 31 décembre 2006.

VII. ÉMISSION D' ACTIONS ET RESTRUCTURATION DU CAPITAL

Le 6 juin 2007, la Société a complété un premier appel public à l'épargne (« PAPE ») au cours duquel 11 111 112 unités ont été émises en contrepartie de 10 000 000,80 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et de la moitié d'un bon de souscription.

Ce PAPE avait pour objectif d'élargir le réseau de distribution et les activités de commercialisation de la Société, d'élargir sa gamme de produit et service et poursuivre sa croissance par, entre autres, le truchement d'acquisitions

Immédiatement avant la fermeture du PAPE, la Société a également procédé à la restructuration de son capital et consolidé l'ensemble des actions ordinaires émises et en circulation après la restructuration et avant le PAPE. Au même moment, la Société a consenti un prêt à son chef de la direction d'un montant de 251 560,80 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture.

Les détails se rapportant à ces transactions sont décrits dans le prospectus définitif daté du 31 mai 2007 et accessible sur le site de www.sedar.com.

VIII. DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS AU 30 JUIN 2007

Le capital-actions autorisé est présentement composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires.

Le tableau suivant présente les variations survenues dans le capital-actions ordinaire de la Société au cours du deuxième trimestre de 2007 et sa position au 30 juin 2007.

	Nombre	Valeur
Émis et en circulation au 31 décembre 2006, avant le regroupement 3 pour 1 ⁽¹⁾	2 700 000	89 \$
Émis et en circulation au 31 décembre 2006 après le regroupement 3 pour 1 ⁽¹⁾	900 000	89 \$
Conversion des actions privilégiées A, B et C, des intérêts implicites et du dividende couru et impayé sur ces actions privilégiées	15 940 109	24 818 975 \$
Émission d'actions lors du PAPE	11 111 112	10 000 000 \$
Bons de souscription en actions ordinaires	Nil	- \$
Émission d'actions au chef de la direction	279 512	251 561 \$
Frais d'émission d'actions	Nil	(1 316 295) \$
Émis et en circulation au 30 juin 2007	28 230 733	33 169 436 \$

(1) : Immédiatement avant la clôture du PAPE, les actionnaires ont approuvé un regroupement d'actions ordinaires qui a consisté en un échange de trois actions ordinaires pour chaque action ordinaire détenue à ce moment.

(2) : La Société a consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquiescer 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE.

Aucun nouveau capital-actions n'a été émis depuis le 30 juin 2007.

IX. LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

Bilan

<i>(en 000 \$ sauf si expressément indiqué)</i>	Trois mois terminés le 30 juin 2007	
	2007	2006
Fonds de roulement	9 096 \$	1 132 \$
Ratio du fonds de roulement	5,15 : 1	1,61 : 1
Actions privilégiées rachetables	-	21 963 \$
Dette à long terme (incluant les obligations découlant des contrats de location-acquisition et la portion échéant à moins d'un an)	116 \$	1 774 \$
Actions ordinaires (<i>en dollars</i>)	33 169 436 \$	89 \$
Bons de souscription (<i>en dollars</i>)	333 333 \$	- \$
Surplus d'apport	114 \$	- \$

La direction considère que le présent fonds de roulement sera suffisant pour financer les opérations de la Société pour les vingt-quatre prochains mois.

Les actions privilégiées rachetables en circulation au 31 décembre 2006 ont fait l'objet d'une conversion automatique lors du PAPE.

Les billets à ordre ont été remboursés lors de la restructuration du capital-actions. La transaction n'a pas entraîné une sortie de fonds pour la Société puisque le remboursement s'est fait à même le produit provenant de l'exercice des bons de souscription par le même groupe d'investisseurs.

Le solde d'actions ordinaires de 28 230 733 et de surplus d'apport au 30 juin 2007 reflètent l'émission du capital-actions lors du PAPE, la restructuration du capital, l'émission d'actions ordinaire au chef de la direction de la Société (souscrit via un prêt consenti par la Société).

Sommaire de l'état des flux de trésorerie

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois terminés le 30 juin		Six mois terminés le 30 juin	
	2007	2006	2007	2006
Activités d'exploitation	(681)	(1 050)	(1 165)	(1 512)
Activités de financement	8 881	808	9 206	804
Activités d'investissement	(45)	(15)	(51)	(47)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	8 155	(257)	7 989	(755)

Engagements contractuels

La trésorerie dépend d'un certain nombre de facteurs comprenant les fluctuations dans les résultats d'exploitation et du fonds de roulement. Par conséquent, l'impact des engagements contractuels sur la liquidité et les ressources en capital futures devrait être analysé en même temps que ces facteurs. Les produits sont typiquement vendus avec une garantie de produit de 12 mois. La direction passe en revue les coûts historiques de garantie et enregistre des provisions de dépenses de garantie en conséquence. Suite au remboursement des billets à ordre, la dette à long terme de la Société de 2,01 \$ millions est composée d'un prêt libre d'intérêts de Développement Économique du Canada avec un engagement restant d'approximativement 148 000 \$.

Le tableau suivant identifie les obligations contractuelles et les engagements de la Société d'effectuer des paiements futurs dans le cadre des contrats en date du 30 juin 2007.

<i>En 000 \$</i>	Total	2007	2008	2009	2010	2011+
Dette à long terme	148	25	49	49	25	-
Contrats de location d'acquisition	42	21	21	-	-	-
Contrats de location d'exploitation	69	21	26	9	9	4
Bail bureau administratif	790	107	217	229	217	20
Total	1 049	174	313	287	275	24

La Société n'a aucune activité hors bilan. L'ensemble de ses obligations est décrit sous « Obligations contractuelles » et « Instruments financiers ».

Opérations entre entités apparentées

La Société a consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE.

Changements des conventions comptables

La direction ne prévoit aucun changement matériel des conventions comptables en devenant une société ouverte à l'exception de ce qui suit : elle appliquera la section 3855 du manuel « Instruments financiers de l'ICCA – comptabilisation et mesure » qui est applicable à toutes les sociétés ouvertes pour la période financière débutant après le 30 septembre 2006. La direction n'a pas encore analysé tout l'effet de cette section sur sa position financière en date du 1 janvier 2007. Cependant, aucun changement matériel aux états financiers de 2007 n'est prévu.

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Référez-vous au prospectus final daté du 29 mai 2007.

Perspectives

La direction s'attend à ce que les revenus sur la vente des produits existants et nouveaux continuent de croître. Elle prévoit également augmenter les marges bénéficiaires brutes en dollars. La recherche et le développement continueront d'être des éléments clés dans lesquels la Société investit. Des ressources additionnelles seront dédiées aux ventes et au marketing. Une augmentation des frais généraux et administratifs est prévue en raison des coûts additionnels associés au fonctionnement d'une société ouverte.

X. RISQUES ET INCERTITUDES

Référez-vous au prospectus final daté du 29 mai 2007.

Mobicom, Mobilus et Mobiguard sont des marques de commerce de Corporation Datacom Wireless.
Corporation Datacom Wireless, 440 boul. Armand-Frappier, bureau 350, Laval (Québec) Canada H7V 4B4
Téléphone : +1 450 781-6000; télécopieur : +1 450 781-6001; site Internet : www.datacom.com
An English edition is available upon request to the Investor Relations Department or on the website of SEDAR at www.sedar.com or on the website of Datacom Wireless Corporation at www.datacom.com.